

FICHE 3 : FG

Titre : CONNAITRE LES MESURES DE POLICE ADMINISTRATIVE CONTRE LES PERSONNELS D'ANIMATION ET LES STRUCTURES

Les mots-clés

interdiction d'exercer, suspension d'exercer, fichier des interdits, fermeture administrative, opposition à ouverture, Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative (CDJSVA)

Le contexte

Lorsque des manquements aux règles régissant l'accueil de mineurs sont établis, des mesures, qui peuvent avoir le caractère de sanctions administratives peuvent être décidées par le préfet, sur proposition du directeur départemental chargé de la protection des mineurs en accueil collectif. Ces mesures sont de deux types et elles visent :

- les accueils et les locaux et sont prononcées à l'égard des structures
- les personnes intervenant dans l'accueil, à quelque titre que ce soit, soit en amont du séjour, soit à l'occasion de son déroulement

Elles peuvent être cumulatives : exemple : une fermeture des locaux peut également entraîner une interdiction d'exercer à l'égard du responsable de l'accueil

Elles relèvent du pouvoir de police du préfet et découlent du contrôle administratif qui s'exerce à l'occasion de la mission de protection des mineurs laquelle incombe aux agents des DDCS ou DDCSPP

Repères

Titre I : Les mesures applicables aux structures

A -En amont du séjour: l'opposition à ouverture

Lors du dépôt de la déclaration préalable prévue pour l'organisation de l'accueil ou pour l'ouverture des locaux, des vérifications administratives peuvent faire apparaître des manquements aux obligations réglementaires

Deux situations à prendre en compte :

Soit le déclarant peut compléter des informations manquantes ou apporter les correctifs nécessaires avant le début du séjour ; une nouvelle déclaration est alors effectuée par le responsable et les modifications apportées permettent l'enregistrement du séjour

Soit les éléments défaillants sont de nature à mettre en cause la sécurité des mineurs

Dans le premier cas, lorsque le service chargé de la protection des mineurs en accueil collectif est en possession des éléments d'information nouvellement renseignés, il délivre le récépissé prévu

Dans le deuxième cas, le séjour ne sera pas autorisé. Une mesure d'opposition à ouverture sera prononcée par le directeur départemental du lieu du séjour.

Cette opposition est justifiée pour les motifs suivants :

- risque pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs
- non respect des exigences liées à la qualification des personnes assurant l'encadrement des mineurs
- non respect des conditions d'encadrement des activités physiques et sportives
- non respect des modalités de souscription aux contrats d'assurance obligatoires

Exemples de risque pour la santé physique et la sécurité physique ou morale des mineurs : Accueil dans un lieu non autorisé à accueillir du public en raison de l'absence de visite de la commission de sécurité ou d'un avis défavorable, absence d'autorisation d'ouverture du maire
Conditions sanitaires non conformes

A NOTER : L'appréciation de ces risques relève du service chargé de la protection des mineurs en accueil collectif au sein des DDCS /DCSPP qui peut faire appel aux administrations techniquement compétentes pour les évaluer

Exemples : risques liés aux bâtiments : maire, service d'incendie et de secours

risques liés à l'hygiène alimentaire et à l'environnement sanitaire : agents des services vétérinaires et des services sanitaires

B- Les mesures susceptibles d'être prononcées à la suite d'une inspection

Lors du déroulement du séjour, l'inspection va conduire dans certains cas à relever des manquements. La structure va devoir y remédier dans un délai déterminé : c'est l'injonction.
A défaut une sanction administrative sera prononcée sous la forme d'un arrêté de fermeture des locaux ou d'interruption de l'accueil

Une fois l'injonction prononcée, deux cas de figure peuvent se présenter :

- l'organisateur a donné une suite favorable et a remédié à l'ensemble des manquements dans le délai fixé
- l'organisateur n'a pas obtempéré ; une mesure administrative est prononcée : la fermeture ou l'interruption

* l'interruption de l'accueil et la fermeture des locaux

L'organisateur n'a pas respecté les termes de l'injonction, la situation présente des risques pour la sécurité des mineurs, le Préfet peut donc :

- interrompre ou interdire l'accueil de mineurs, de manière partielle ou totale
- prononcer la fermeture temporaire ou définitive des locaux accueillant les mineurs

L'interruption de l'accueil est liée aux conditions de fonctionnement

La fermeture des locaux est liée aux installations et aux équipements

Sous quelle forme : l'injonction est une lettre adressée soit à l'organisateur de l'accueil = le déclarant (personne morale ou physique) et au responsable de l'accueil = le directeur du centre
soit à l'exploitant des locaux recevant les mineurs
soit aux deux

Elle mentionne avec précision les manquements constatés, elle fixe un délai précis pour y remédier.

L'appréciation du délai est discrétionnaire. Il est accordé en fonction du temps raisonnablement nécessaire pour remédier aux manquements : le délai peut ainsi varier d'un jour à plusieurs jours. Dans tous les cas, et hors situation d'urgence, le terme doit être fixé avant la fin du séjour.

L'interruption ou la fermeture est prise sous la forme d'un arrêté préfectoral

Il est notifié selon les mêmes conditions que la lettre contenant l'injonction

Il est motivé et doit indiquer les éléments de fait qui ont conduit à la mesure (considérations de fait), il doit viser les textes de référence (considérations de droit)

Il est publié au recueil des textes administratifs.

Lorsque la décision de fermeture des locaux ou d'interruption de l'accueil est prononcée, le service de l'Etat prend avec le responsable de l'accueil les mesures nécessaires à l'égard des mineurs : soit il est procédé au retour des mineurs dans leur famille quand cela est possible, soit le transfert des mineurs vers d'autres centres de loisirs les plus proches est organisé si des possibilités d'accueil existent.

Dans tous les cas, il est nécessaire de protéger les mineurs et de les préserver au maximum des conséquences des mesures prononcées

A noter : en cas d'urgence, la procédure d'injonction préalable n'est pas obligatoire et la décision de fermeture des locaux ou d'interruption de l'accueil peut être prise immédiatement
C'est le cas également si la personne responsable de l'accueil des mineurs ou l'exploitant des locaux où est organisé cet accueil refuse de se soumettre à la visite de contrôle des agents de l'état

Les mesures susvisées s'appliquent en cas de violation effective et constatée des dispositions applicables aux accueils de mineurs mais également en cas de risques susceptibles de se produire sur la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs

Titre II : Les mesures applicables aux personnes: Les incapacités administratives d'exercice : la suspension et l'interdiction :

Elles visent d'une part les incapacités d'exercice liées à des condamnations pénales et d'autre part les mesures administratives de suspension ou d'interdiction d'exercer

Toute personne, qui par son comportement, risque de compromettre gravement la sécurité physique ou morale des mineurs placés sous sa responsabilité peut se voir infliger une mesure d'interdiction d'exercer pour une durée temporaire ou définitive

Cette mesure concerne toute personne appelée à participer au fonctionnement du séjour sportif de mineurs : animateur, directeur, personnel de service.....

L'organisateur doit, en premier lieu, s'assurer que les personnes appelées à encadrer des mineurs n'ont pas fait l'objet d'une mesure d'interdiction, temporaire ou non, ou d'incapacité aux fonctions d'encadrement de mineurs

A cet effet, les organisateurs peuvent se renseigner, auprès du service protection des mineurs de la DDSC ou DDSCSP.

A-Les caractéristiques de ces mesures

La suspension d'exercer est une mesure d'urgence prononcée à titre conservatoire pour mettre provisoirement à l'écart la personne mise en cause afin de préserver les mineurs et l'entourage
Elle intervient en cas de mise en péril et de risques immédiats pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs

Elle est limitée à 6 mois, sauf si des poursuites pénales sont en cours : dans ce cas, elle s'applique jusqu'à la décision de justice devenue définitive

L'interdiction d'exercer a pour but de protéger les mineurs et de sanctionner la personne fautive
Elle est prononcée lorsque le maintien en activité de la personne présenterait des risques pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs ou lors de constats de manquements graves et répétés aux obligations réglementaires

Elle peut être temporaire : interdiction limitée dans la durée de 1 mois à x années (pas de quantum fixé par les textes) ou permanente : interdiction définitive

Les 2 types de mesures visent indistinctement l'exercice d'une fonction particulière ou de quelque fonction que ce soit :

- exploitation des locaux (gestionnaire ou propriétaire)
- encadrement direct (directeur, animateur)
- participation à l'organisation des accueils (personnel de service)
- organisation des accueils (pour les personnes morales)

B- comment sont elles prononcées ??

* la mesure de suspension ne peut être prononcée qu'en situation d'urgence

Cette urgence est appréciée en fonction du danger que présente l'intéressé, par la nécessité de préserver immédiatement la sécurité physique ou morale des mineurs dans le but d'empêcher la commission d'autres faits délictueux

A noter : pour des faits d'agression sexuelle avérés ou flagrants, la personne doit être immédiatement mise à l'écart des mineurs avant le prononcé d'une mesure d'interdiction définitive

En cas d'urgence, la suspension est prononcée par le préfet du lieu des faits sans avis préalable de la formation spécialisée du Conseil Départemental de la Jeunesse, du Sport et de la Vie Associative (CDJSVA) à partir des éléments issus de l'enquête administrative

Le plus souvent, une procédure judiciaire est également ouverte en parallèle

L'interdiction: la mesure d'interdiction obéit à des règles de procédure très strictes: une enquête administrative préalable est réalisée avec audition des personnes

Le mis en cause dispose d'un délai de 30 jours pour présenter sa défense

LA formation spécialisée du CDJSVA se réunit pour émettre un avis circonstancié et proposer une mesure au préfet

La décision du préfet est prise sous la forme d'un arrêté ; c'est le préfet du domicile de l'intéressé qui est territorialement compétent

Il est notifié à la personne par lettre recommandée avec accusé de réception

Il est porté à la connaissance de l'organisme pour le compte duquel l'intéressé a agit, à l'exception des motifs qui ont justifié la mesure

A NOTER : la formation spécialisée du CDJSVA– qui comprend des représentants de l'Etat, des représentants mouvement sportif et de jeunesse et d'éducation populaire- pourra être amenée à émettre un avis, lors d'une même réunion, sur des affaires relevant des dispositions du code du sport et sur des affaires relevant des dispositions du code de l'action sociale et des familles.

C- Le porter à connaissance : la publication de la liste des interdits

La publication officielle : Chaque fois qu'une mesure d'interdiction est prise, une copie de l'arrêté préfectoral d'interdiction est immédiatement transmise au Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et à la Vie Associative

Afin d'assurer une information auprès des organisateurs, une liste des personnes faisant l'objet d'une mesure d'interdiction est établie sous la forme d'une instruction

Elle mentionne les noms, date de naissance ainsi que la durée de l'interdiction, à l'exception des motifs

Elle est régulièrement mise à jour et est publiée au bulletin officiel du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et à la vie associative

Les services départementaux en sont destinataires

La Consultation sur internet :

Les organisateurs ont la possibilité de prendre connaissance de la liste lorsqu'ils déclarent leurs séjour dans le cadre de la téléprocédure ;ils peuvent ainsi vérifier avant tout recrutement qu'un candidat à un poste ne figure pas sur cette liste .Pour accéder au site, un nom organisateur et un mot de passe sont indispensables, valables pour tout le territoire

Ils sont confidentiels

Pour les obtenir, il faut prendre l'attache du service d'Etat chargé de la protection des mineurs en accueil collectif (DDCS/DDCSPP)

Notre conseil

- La commission de faits délictueux doit donner lieu à dénonciation : même en cas de doute sur leur interprétation, dénoncez et informez les autorités des faits ;l'absence de signalement risque d'être lourde de conséquences

- N'hésitez pas à rassembler tous les indices et preuves matérielles qui vont permettre d'identifier et de caractériser les faits

- Faites preuve de discrétion en toutes circonstances et protéger l'environnement : mineurs, parents, équipe pédagogique....

Erreur(s) à éviter

- Divulguer de fausses rumeurs à l'égard d'un personnel sans avoir de preuve formelle peut constituer une dénonciation calomnieuse, punissable par la loi
- Ne faites pas une confiance absolue à votre encadrement

Foire aux questions

En cas de faits graves et avérés, faut-il attendre la décision de la justice pénale ou civile pour prendre une décision administrative ??

Non, le principe applicable est l'indépendance des procédures administratives et pénales .Elles ne poursuivent pas le même objectif : la sanction administrative est une mesure conservatoire prononcée dans un intérêt éducatif , la décision pénale a pour objet de sanctionner une faute et de punir son auteur

A quel moment dois-je saisir l'administration lorsque des faits douteux se sont produits dans mon séjour ??

Aucun délai n'est fixé par les textes .Tout est question ici de circonstances. Dès que le directeur ou l'animateur a connaissance de faits délictueux et a des preuves suffisantes, il doit en avertir les autorités.

Aller plus loin

- Références juridiques :

article L227-11 L 227-5 et R 227-4 du CASF